

L'Adresse—M. Charest

cette période de transition. Au Royaume-Uni, le taux de chômage des jeunes s'élève à près de 22 p. 100. En France, il est au-delà de 25 p. 100 et en Italie et en Espagne, au-delà de 35 p. 100 et 43 p. 100 respectivement.

Au Canada, la situation que présente le chômage des jeunes n'est pas aussi grave qu'ailleurs et elle s'améliore. Le taux est passé de près de 19 p. 100 à moins de 15 p. 100 au cours des 18 derniers mois. Le cynisme et le désespoir manifestés par certains jeunes ne sont pas aussi intenses qu'ailleurs et, au cours de mes voyages au pays, j'ai relevé des preuves convaincantes de l'assurance et de l'optimisme croissants de jeunes Canadiens et Canadiennes conscients du fait que ce pays leur appartient et déterminés à le développer pleinement. La situation est moins grave qu'ailleurs mais, comme le dit le discours du Trône, il reste beaucoup à faire. La répartition de l'emploi à l'échelle nationale est très inégale: le taux de chômage des jeunes variant d'environ 10 p. 100 dans la région de Toronto où il est le plus bas et dépassant 30 p. 100 à Terre-Neuve. Pour les jeunes autochtones le problème est encore plus sérieux.

Il incombe au gouvernement de définir des orientations et de clarifier les objectifs afin de régler ces problèmes. A lui seul, toutefois, il ne peut offrir de solution facile. Tous les secteurs ont un rôle à jouer en matière d'adaptation à l'évolution du monde du travail. Le gouvernement, dans son rôle de coordination nationale, doit veiller à ce que les efforts des divers secteurs se complètent.

La stratégie de la planification de l'emploi de ce gouvernement reconnaît que la solution au problème de l'emploi chez les jeunes ne dépend pas seulement du nombre des emplois créés mais aussi du genre d'emplois créés, des emplois véritablement axés sur la carrière et auxquels on se prépare par une formation tout aussi véritable. La stratégie de l'emploi permet de tenir compte de l'évolution technologique qui s'opère sur le marché du travail et des priorités de chaque participant. Cette stratégie d'emploi favorise l'autonomie et l'innovation, qui sont devenues indispensables à la croissance de l'économie.

Monsieur le Président, la planification de l'emploi n'a rien à voir avec des fausses solutions, des demi-solutions qui ont pu être proposées auparavant.

Inspiré de cette approche, le programme fédéral Défi '86 axé sur la création d'emplois d'été pour les jeunes, dispose d'objectifs à long terme. Appuyé par les entreprises locales et les organismes des collectivités, Défi '86 a permis la création de plus de 90 000 emplois, des emplois qui dans la plupart des cas étaient reliés aux buts et aux aspirations des jeunes.

En vigueur 12 mois par année, les autres programmes de la planification de l'emploi s'inspirent aussi de ces principes. Le Programme intégration professionnelle offre de la formation en établissement et de l'expérience en milieu de travail qui constituent une base solide au lancement de carrières pour les jeunes. Le Programme d'aide à l'innovation vise, pour sa part, à aider ceux qui ont des idées innovatrices, des projets qui offrent des solutions nouvelles et créatrices aux problèmes du marché du travail, en plus de créer des débouchés pour les applications technologiques.

Monsieur le Président, le discours du Trône insiste également sur l'importance de trouver de nouveaux moyens de susciter l'«entrepreneurship» chez les jeunes. Nous nous sommes

déjà attelés à la tâche et nous serons bientôt en mesure d'annoncer une initiative majeure à cet égard.

De nouvelles tendances se dessinent: travail en équipe, sensibilisation à l'importance de la qualité et de la souplesse. Sans cette capacité d'être réceptifs aux changements et d'en tirer profit, ni les jeunes, ni les divers intervenants du marché du travail ne peuvent espérer un avenir productif. Seule une attitude positive et souple fondée sur une planification à long terme favorisera la prospérité des individus et des organisations.

Étant donné l'ampleur du défi qui nous attend, seul un effort national concerté nous permettra d'intégrer pleinement les jeunes aux activités économiques de notre pays et à la société en général. Pour ma part, en plus de défendre les intérêts des jeunes au Cabinet et de faire profiter les jeunes de tous les services et programmes que peut leur offrir le gouvernement fédéral, j'encouragerai aussi activement toutes les actions qui permettront d'ouvrir d'autres possibilités de participation aux jeunes.

Le Conseil consultatif de la jeunesse facilitera à des mécanismes comme la Fondation canadienne de la jeunesse la participation directe des jeunes à la recherche de solutions à leurs problèmes d'emploi et à d'autres questions qui nous concernent tous et toutes.

Pour les jeunes Canadiens et les jeunes Canadiennes, l'ère technologique actuelle offre des possibilités de formation, d'emploi et de croissance personnelle, comme aucune autre époque ne l'a jamais fait. Tirer un profit social et économique de ces possibilités exigera de nous tous intelligence et créativité.

Monsieur le Président, nous vivons une époque de transition exaltante, une époque cruciale, où il nous est donné d'expérimenter de nouveaux moyens, de découvrir de nouveaux concepts, des valeurs et des options nouvelles qui préparent l'avènement de cette société nouvelle dans laquelle tous les Canadiens auront leur place. Si nous tous, jeunes, éducateurs, chefs des organisations patronales, syndicales, chefs de file de la collectivité, représentants élus, si nous tous, dis-je, sommes déterminés à saisir ces possibilités et à les exploiter à fond, nous préparerons aux jeunes Canadiens et au pays, à la nation canadienne tout entière, un avenir prometteur.

Enfin, je vous dirai, monsieur le Président, que la génération actuelle, celle de 1986, comme celles qui l'ont précédé, réussira à vaincre les obstacles qui lui ont été légués par d'autres et que le message fondamental que nous avons à laisser à la jeunesse canadienne est de se rappeler que le Canada demeure avant tout un pays à bâtir, un pays qu'ils vont bâtir pour eux-mêmes et à leur image.

• (1620)

[Traduction]

M. Redway: Monsieur le Président, il y a quelques mois, le gouvernement a annulé le programme Katimavik. Il a alors déclaré qu'on proposerait un nouveau programme pour le remplacer. Il y a quelque temps, le ministre et moi avons discuté de la possibilité de créer un tel programme et peut-être de combiner une sorte de programme pour jeunes, ayant les mêmes objectifs que Katimavik, avec une espèce de service volontaire qui comprendrait non seulement une formation